

retraite alors que nous luttons contre l'inflation et que nous nous efforçons de réduire le déficit. Les plus nécessiteuses d'entre elles auront droit à la pleine indexation de leur supplément de revenu garanti.

Une indemnité de vie chère sera accordée à tous les titulaires d'une pension lorsque la hausse de l'indice des prix à la consommation dépassera 3 p. 100. L'indexation des pensions d'anciens combattants et des pensions de conjoints sera maintenue. Des cotisations plus fortes aux REERs échapperont à l'impôt sur le revenu. Les titulaires de régimes pourront acquérir des actions de sociétés canadiennes. Mais le plus beau, c'est que des politiques fiscales sérieuses vont bloquer l'inflation. Le Canada va continuer d'avoir le meilleur programme de sécurité de la vieillesse au monde.

* * *

[Français]

LE BUDGET

LA VENTE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

M. Gilles Bernier (Beauce): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour souligner la nouvelle approche adoptée par le gouvernement face aux sociétés d'État dans le Budget présenté, jeudi dernier, par l'honorable ministre des Finances (M. Wilson).

Je suis heureux d'apprendre que les sociétés d'État qui ont une valeur commerciale mais ne répondent pas aux objectifs de la politique publique soient vendues. Dans ce contexte, le gouvernement compte se départir bientôt de Téléglobe Canada et des Arsenaux canadiens ainsi que de sa participation dans la Corporation de développement du Canada. Les sociétés d'État qui n'ont aucune valeur commerciale ni aucune utilité publique seront dissoutes ou intégrées à des ministères déjà existants. Treize de ces sociétés ont déjà été identifiées.

Il est important, monsieur le Président, que l'appareil de l'État soit beaucoup moins lourd et cherche non seulement avec de bonnes intentions mais avec des efforts rigoureux à simplifier et rendre efficace l'administration publique dont nous sommes responsables. Vingt années d'éléphants blancs ont laissé les sociétés d'État se propager comme des champignons qui se suffisent à eux-mêmes.

Engloutir les fonds publics pour réaliser un rêve de centralisation, c'était cela le gouvernement libéral. Nous avons été élus pour mettre de l'ordre, nous passons à l'action.

* * *

LE BUDGET

LES CONSÉQUENCES POUR LES RÉGIONS ÉLOIGNÉES

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, c'est avec consternation que les gens du Nouveau-Brunswick réalisent que le gouvernement progressiste conservateur a choisi de les mettre de côté et de les ignorer dans son budget.

En effet, c'est décourageant de réaliser que le gouvernement a décidé de ne plus encourager nos petites et moyennes industries régionales en coupant les subventions fédérales de 100

millions de dollars cette année et de 150 millions de dollars l'an prochain.

C'est décourageant de constater que le budget du secteur des transports sera réduit de 75 millions de dollars cette année et que les transports sont vitaux dans nos provinces de l'Atlantique. C'est aussi décourageant de réaliser que le prix de l'essence ait encore augmenté lorsque l'on sait que dans les Maritimes le prix de l'essence est très élevé. C'est très décourageant d'entendre que les paiements de transfert aux provinces seront dorénavant limités.

C'est décourageant de se voir imposer une multitude d'augmentations d'impôt qui réduiront le revenu disponible des consommateurs et qui résulteront en une augmentation du taux de sécurité de la vieillesse et de constater que les allocations familiales ne seront plus fixées selon l'indice des prix à la consommation.

Enfin, c'est vraiment décourageant de réaliser que ce sont les citoyens à moyen et à bas revenu des régions éloignées qui seront les plus touchés par les politiques draconiennes que le gouvernement progressiste conservateur a décidé d'imposer aux Canadiens.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIBAN—LES ASSAULTS SUBIS PAR LES CAMPS DE RÉFUGIÉS PALESTINIENS

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, les trois camps de réfugiés palestiniens de Sabra, Chatila et Bourj al-Barajneh ont subi les assauts des miliciens chiites du mouvement Amal et des brigades de l'armée libanaise. Un autre camp de réfugiés palestiniens a été encerclé par les miliciens chiites.

Durant l'attaque, l'hôpital de Gaza a été partiellement détruit et 95 Palestiniens blessés ont été assassinés dans leur lit. Environ 450 réfugiés palestiniens ont été tués et plus de 2,000 ont été blessés dans les combats. Environ 2,000 autres ont été enlevés. Tous sont visés sans distinction, hommes, femmes et enfants.

Les camps de réfugiés palestiniens sont constamment et impitoyablement bombardés. Ils ne peuvent ni s'approvisionner ni évacuer leurs blessés. On a refusé à la Croix-Rouge la permission d'apporter une aide humanitaire. On laisse mourir les victimes qui auraient pu survivre.

Je recommande instamment au gouvernement du Canada de faire œuvre humanitaire en demandant aux gouvernements en cause de mettre un terme à ces horreurs. Je demande également au gouvernement du Canada de présenter immédiatement des instances afin que des dispositions soient prises pour autoriser l'entrée de fournitures médicales et de denrées dans les camps, l'évacuation des blessés et la sépulture des morts et pour assurer la sécurité des blessés hospitalisés dans les centres médicaux et la libération des Palestiniens enlevés. Nous ne pouvons pas rester insensibles devant tant de cruauté.